

LA PRESSE EN REVUE...



MERCREDI 1 JANVIER 2014

SOMMAIRE

- 1) Il veut...
- 2) Les obstacles qui...
- 3) Tendances
- 4) Les évènements...
- 5) Paradoxe
- 6) Réactions
- 7) L'opposition fustige...



Gérard Diez La Presse en Revue



I) Hollande veut un «pacte de responsabilité» pour les entreprises



Les vœux de François Hollande, le 31 décembre 2013. (AFP)

Le chef de l'Etat a assuré ce soir lors des vœux aux Français vouloir réduire la dépense publique et «assumera la responsabilité» du programme d'économies.

François Hollande a proposé mardi un «pacte de responsabilité», avec «moins de contraintes» pour les entreprises, afin de «gagner» la «bataille» de l'emploi, lors de ses vœux à l'Élysée. «Nous aurons besoin de la mobilisation de tous pour gagner cette bataille» et «c'est pourquoi je propose un pacte de responsabilité aux entreprises. Il est fondé sur un principe simple: moins de charges sur le travail, moins de contraintes sur leurs activités et, en même temps,

«Je vous le redis ce soir: je n'ai qu'une priorité, qu'un objectif, qu'un engagement, c'est l'emploi», a-t-il affirmé. Selon lui, «en 2013, le chômage est resté à un niveau encore élevé, même si la tendance de ces derniers mois s'améliore». «Les résultats sont forcément longs à apparaître, mais ils sont là. Et j'ai confiance dans les choix que j'ai faits pour le pays», a dit Hollande. «Chaque emploi créé, c'est un peu de force reconquise. Chaque chômeur qui reprend un travail, c'est une famille qui respire, c'est de l'espoir qui revient, c'est du pouvoir d'achat qui est regagné, de la justice sociale qui est retrouvée», a-t-il souligné.

Alors que le président s'était engagé à inverser la courbe du chômage fin 2013, celui-ci est reparti à la hausse en novembre avec 17.800 demandeurs d'emploi sans activité supplémentaires. Fin novembre, 3,29 millions de demandeurs d'emploi sans activité pointaient à Pôle Emploi.

François Hollande a aussi estimé que la crise s'était «révélée plus longue, plus profonde que nous l'avions nous-mêmes prévu». «Et nous en avons payé le prix avec une croissance faible et une succession de plans sociaux»: «L'état même du pays a justifié que je vous demande des efforts», a-t-il souligné. «Et je sais ce qu'ils représentent. Les impôts sont devenus lourds, trop lourds, à force de s'accumuler depuis de nombreuses années», a-t-il dit.

Par ailleurs, le chef de l'Etat s'est à nouveau posé en rassembleur. «Je serai intransigeant face à tout manquement, face au racisme, face à l'antisémitisme, face aux discriminations. La République, elle n'est pas négociable», a déclaré le chef de l'Etat dans une allocution radiotélévisée.

liberation.fr

II) Ces obstacles qui attendent Hollande en 2014

Obs Par Le Nouvel Observateur

Centrafrique, Syrie, chômage, réforme pénale, sans oublier les municipales et les européennes, voire un remaniement... Les haies à franchir seront nombreuses.



(Louison)

Si François Hollande ne fera pas d'annonce lors de ses vœux pour 2014, les sujets sur lesquels sa parole est attendue sont légion. De la Centrafrique à la mise à plat de la fiscalité, du Mali à la courbe du chômage, du FN qui attend les échéances électorales avec gourmandise aux sujets de société qui, comme en 2013, peuvent s'enflammer, tour d'horizon des sujets que devrait aborder le chef de l'Etat ce 31 décembre. Ou qui occuperont une place prééminente en 2014.

Trois défis sur la scène internationale

Le risque de l'enlèvement en Centrafrique

La Centrafrique occupera sans aucun doute une bonne place dans l'intervention du chef de l'Etat lors de ses vœux aux Français. Car l'opération

Sangaris, que l'on imaginait d'une moindre ampleur que celle au Mali, se révèle finalement plus redoutable pour les troupes françaises. François Hollande avait prévenu qu'il ne s'agirait que d'une opération de sécurisation en soutien à des forces africaines déjà présentes. Et l'effectif déployé, 1.600 hommes, ne permettait d'ailleurs pas d'avoir des ambitions plus audacieuses. Pourtant, en 2014, la France restera en première ligne. Pire, elle pourrait être rapidement confrontée au risque d'enlèvement. Le brouillard est encore loin, mais la première mission de désarmement et de cantonnement des groupes armés un mois après le début de l'opération est mal engagée. Les "ennemis" qui se fondent dans la population sont difficiles à identifier. Et leurs armes difficiles à récupérer.

Si la France veut stopper la spirale de haine et d'horreur qui menace la Centrafrique de guerre civile, elle devra envoyer des hommes supplémentaires. Ou partir ? Peu probable, sous peine de voir le pays plonger encore plus dans le chaos, et la France par là même se décrédibiliser. François Hollande ne peut ni compter sur les troupes des forces africaines sous-équipées et mal-entraînées, ni sur ses partenaires européens qui ne souhaitent pas s'engager davantage militairement.

Au Mali, la menace terroriste n'est pas écartée

La situation est un peu plus sous contrôle au Mali. Même si, un an après le début de l'opération Serval, l'heure n'est toujours pas au bilan. En 2014, la France sera toujours au Mali -et elle y sera encore pour quelques années. Sur le terrain, le dispositif militaire doit être allégé, passant de 2.800 à un millier d'hommes en février 2014.

Pour autant, la menace terroriste dans la bande sahélienne n'aura pas disparu et Paris devra réadapter sa mission en fonction de cet effectif réduit. Les terroristes et leurs chefs, dont le

désormais célèbre Mokhtar Belmokhtar, sont en fuite mais déterminés à ne pas abandonner le combat.

Sur le plan politique, à Kidal, d'où est partie la révolte, le dialogue entre le MNLA et Bamako est au point mort. Sans accord politique, difficile d'entrevoir un retour à la sécurité.

La formation de l'armée malienne et la poursuite de l'aide au développement constitueront en outre des éléments déterminants pour stabiliser le pays.

Dossier syrien : la France sans voix

"Si Genève-2 doit être la confirmation de Bachar al-Assad ou la transition politique de Bachar al-Assad à Bachar al-Assad, il y a quand même peu de chances que l'on reconnaisse ce rendez-vous comme ayant été la solution politique pour la question syrienne". On aura connu François Hollande, qui s'exprimait ainsi le 20 décembre, plus vindicatif sur le sujet...

Le président et son ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius avaient pourtant pris la tête ces deux dernières années des soutiens à l'opposition syrienne, aidant à former les Amis du peuple syrien, faisant voter des sanctions par l'Union européenne contre le régime syrien, présentant des résolutions au Conseil de sécurité et allant, en septembre, jusqu'à promouvoir une solution militaire après la confirmation de l'utilisation par Damas d'armes chimiques contre sa population. Las... Sans soutien américain sur la voie militaire, face à la montée des courants islamistes sur le terrain et aux victoires militaires d'Assad, Paris a très vite eu le verbe un peu moins haut. Et le risque est grand de voir François Hollande rester sans voix en 2014 .

Alors que de nombreux espoirs résidaient dans la tenue de Genève-2 où une transition politique devait être organisée, petit à petit, ces attentes se sont tariées sans qu'aucune autre solution au conflit meurtrier n'émerge. La tenue de Genève-2 le 22 janvier ne devant malheureusement pas y changer grand-chose.

Le chômage, le chômage, toujours le chômage... et les impôts aussi

L'inversion enfin à l'horizon ?

2013 devait être l'année de l'inversion de la

courbe du chômage ? 2014 sera aussi l'année de l'inversion de la courbe. Et même DES inversions. Car pour l'instant, le chômage ne diminue pas franchement. Certes, celui des jeunes est en baisse depuis l'été, rappelle le ministère du Travail. Certes, les chiffres de décembre ne seront connus qu'en janvier, note Michel Sapin. Certes, en moyenne, le nombre de demandeurs d'emplois baisse de 1.350 par mois au dernier trimestre, alors qu'il augmentait de 30.000 au début de l'année, grâce aux emplois aidés, aux emplois d'avenir et aux contrats de génération. Mais pour une baisse réelle, il faudra attendre le retour d'une croissance forte. Et ce n'est pas pour tout de suite. Perspectives mornes en Europe, remontée des taux aux Etats-Unis, baisse de la demande dans les pays émergents : l'investissement des entreprises se fait attendre en France. Résultat : les économistes prévoient entre 0,6% et 1,3% de croissance du PIB l'année prochaine, le gouvernement 0,9%. Insuffisant pour occuper les 150.000 nouveaux arrivants sur le marché du travail et ceux qui pointent déjà à Pôle emploi. De quoi faire osciller la courbe du chômage jusqu'en 2015.

Remise à plat ou pas remise à plat des impôts ?

L'annonce surprise d'une "remise à plat" fiscale a donné à Jean-Marc Ayrault un sursis à Matignon. Elle va aussi donner des migraines à tout le gouvernement en 2014. Les principaux ingrédients d'une grande réforme sont connus : fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG, prélèvement à la source, réforme du financement de la sécurité sociale. La France a des taux théoriques élevés qui freinent l'investissement et cultivent le "ras-le-bol fiscal", des exceptions parfois injustes qui font chuter les recettes, et des dépenses publiques pas toujours optimales. Problème : la réforme devra se faire à niveau de prélèvements constant, ce qui revient à prendre aux uns pour donner aux autres. Un véritable défi politique, vu la vitesse avec laquelle la fronde des bonnets rouges a forcé le gouvernement à repousser l'application de la taxe poids lourds. De quoi aussi inquiéter les investisseurs, pour qui la stabilité est un élément décisif. "Nous n'allons pas défaire ce qui a été fait, notamment en direction des entreprises, pour stimuler la croissance. Nous nous adressons au monde économique en disant clairement que nous voulons simplifier et stabiliser", assure Jean-Marc Ayrault, qui a lancé des groupes de travail. Les premières propositions, attendues pour l'été, seront intégrées à la loi de finances à l'automne. Mais François Hollande a déjà prévenu : la réforme prendra "le temps du

du quinquennat". Et ensuite ?

Quel avenir pour la rigueur ?

L'une des principales contraintes de la majorité, réduire les déficits publics rapidement tout en stimulant la croissance, vient tout droit de Bruxelles. Mais en 2014, les élections au Parlement européen déboucheront sur une nouvelle équipe à la Commission. Une nouvelle fois, les chefs d'Etat et de gouvernements vont engager un bras de fer sur le casting : exit Jose Manuel Barroso, place à... moins de rigueur, plus de fédéralisme ? Mutualisation des dettes, multiplication des investissements commun... A Bercy, Pierre Moscovici plaide même pour la création d'un budget de la zone euro, qui serait en charge de créer un système d'assurance chômage européen. Pas sûr, toutefois, que la chancelière Angela Merkel, même en coalition avec les sociaux-démocrates du SPD, fasse preuve de plus de souplesse aujourd'hui. L'Allemagne réclame d'abord la création de contrats engageant les Etats-membres auprès de Bruxelles sur les réformes structurelles à mener. Car pour assurer l'épargne et la retraite d'une population vieillissante, nombre d'Européens semblent toujours bien décidés à réclamer davantage de productivité à sa population active. Que pense la France de tout ça ? Sans victoire de la gauche européenne, flexibilisation du marché du travail, réduction des déficits et libre échange resteront les maîtres mots du projet européen.

Les élections, c'est maintenant ; le remaniement, c'est pour quand ?

Retrouver la cote

Alors que le chef de l'Etat comptait sur ses initiatives sur la scène internationale pour redorer son image, il enregistre, en cette fin d'année, une cote de confiance tombée sous la barre des 25%, un record sous la Ve République. A trois mois des municipales et quatre des européennes, peut-il rebondir ? La réponse dépend sans doute essentiellement du succès ou pas de sa politique économique, et notamment de sa fameuse promesse d'inverser la courbe du chômage. Mais le chef de l'Etat doit aussi restaurer sa cote personnelle, sérieusement amochée.

Il a fini l'année 2013 en faisant remonter à la surface son image de M. petites blagues, après sa boutade sur la sécurité en Algérie. Son image de président rassembleur, par opposition à son

prédécesseur, avait aussi été écornée par les huées et sifflets du 11 Novembre au matin sur les Champs-Élysées, et ceux qui ont accompagné sa visite le même jour à Oyonnax, dans l'Ain, où il rendait un hommage à la Résistance. Début octobre, dans les allées du "Sommet de l'élevage" de Cournon-d'Auvergne, dans le Puy-de-Dôme, il avait aussi été copieusement conspué.

Plus grave, l'épisode Leonarda: il a imprimé dans l'esprit des Français l'image d'un président négociant directement, par télé interposée, avec une gamine de 15 ans.

Des élections en forme de sanctions ?

Ce désamour des Français va-t-il se traduire dans les urnes municipales et européennes ? Les socialistes insistent, eux, sur l'aspect local du scrutin municipal. Ils partent avec quelques avantages, puisqu'ils dirigent la majorité des villes de plus de 30.000 habitants (et la quasi-totalité de celles de plus de 100.000). Pour les conserver, ils travaillent sans relâche à unir la gauche dès le 1er tour. "Mais le contexte national est plutôt favorable à la droite, il y aura un vote-sanction à l'égard du gouvernement qui sera probablement nettement plus puissant qu'en 2008, où c'était déjà violent" pour le camp Sarkozy, prédit le politologue Jérôme Fourquet, de l'Ifop. Le danger viendra surtout de l'Est : Strasbourg, Metz, Reims sont menacées. Dans l'Ouest, Angers et Laval sont des cibles de choix pour l'UMP. Tous les regards se tourneront aussi vers Marseille, que le socialiste Patrick Mennucci espère ravir à l'UMP Jean-Claude Gaudin. > Six villes à surveiller

Le FN en embuscade

Le FN pourra-t-il priver l'UMP de nombreuses conquêtes et faciliter la reconduction de socialistes dans certaines mairies ? Au vu de ses scores dans les élections partielles - au premier mais aussi au second tour -, la formation d'extrême droite devrait provoquer plusieurs dizaines de triangulaires. Aujourd'hui quasiment absent des conseils municipaux, le FN espère s'emparer d'"au moins dix villes", selon Marion Maréchal-Le Pen. Si le parti frontiste ne devrait rafler que quelques mairies, il compte bien étendre son maillage territorial en installant des conseillers dans de nombreuses villes et faire de ses prises de guerre des vitrines utiles. Un moyen de combler son "déficit de crédibilité", selon sa présidente, Marine Le Pen, qui entend montrer que son parti est désormais en mesure de "gérer"

des municipalités et de faire oublier Vitrolles, Marignane, ou encore Orange.

Le score du FN aux européennes sera également regardé de près. Vote contestataire par excellence, le scrutin européen pourrait offrir une victoire symbolique au parti d'extrême droite, qui semble en mesure de passer devant le PS et l'UMP. Selon un sondage Ifop pour "Le Nouvel Observateur" du 9 octobre, le Front national est crédité de 24% des intentions de vote contre 22% pour l'UMP et 19% pour le PS. Le 25 mai au soir, le Front national pourrait bien se proclamer "le premier parti de France". Un tremblement terre qui serait une défaite pour François Hollande. Mais aussi pour l'ensemble des partis républicains.

UMP : en attendant Sarkozy...

A l'UMP, 2014 sera, c'est promis, l'année de l'union. Finies les petites phrases, les critiques acerbes et les positions polémiques... Le parti compte bien récolter les fruits de l'exaspération ambiante. D'où l'empressement de son président Jean-François Copé à insister sur "la portée nationale" du scrutin municipal. Et celui de François Fillon à l'ériger en "référendum contre l'assommoir fiscal".

Mais il y a peu de chances pour que les choses se passent ainsi, même si le parti presque rassemblé présentera à la fin du mois de janvier ses 10 propositions pour la France lors d'un congrès national. Une jolie photo de famille unie, qui ne devrait pas refléter l'atmosphère de l'année. Car chaque seconde qui passe est une de moins avant la primaire pour la présidentielle de 2017: l'année qui s'ouvre sera donc plus que jamais celle des ambitieux. Sarkozy en tête.

L'ex-président, dans ses vœux de Noël publiés sur Facebook, l'a promis aux Français : "je serai toujours là parmi vous". Aux dernières nouvelles, habilement disséminées par ses visiteurs dans ses bureaux de Miromesnil, Nicolas Sarkozy pourrait prendre la parole au courant de l'été, au lendemain des élections européennes. Pour le forcer à revenir dans l'arène, certains à l'UMP plaident pour que la primaire présidentielle soit organisée en 2015 et non en 2016, à l'instar de Valérie Pécresse, Laurent Wauquiez ou encore Alain Juppé.

Le temps du remaniement

En annonçant par surprise, le 19 novembre, une "remise à plat" de la fiscalité, Jean-Marc Ayrault

semble avoir sauvé son poste à Matignon... Mais pour combien de temps ? On voit mal le chef de l'Etat changer de Premier ministre en pleine campagne électorale, alors que les municipales et les européennes approchent. En cas de revers sévère en revanche, les jours d'Ayrault seront comptés.

Un mois seulement après son annonce sur la grande "mise à plat" fiscale, une grande majorité de Français (64%) disait toujours souhaiter un remaniement avec changement de Premier ministre, selon le baromètre BVA. Selon notre sondage LH2 de novembre, les Français aimeraient voir succéder à Ayrault à Matignon Manuel Valls, pour 35% d'entre eux, contre 21% pour Martine Aubry et 9% pour Laurent Fabius (19% des sondés ne choisissent aucune des personnalités proposées, 10% ne se prononcent pas).

Les réformes de société au point mort ?

PMA, fin de vie, les "mariages pour tous" de 2014 ?

Après une année riche en contestations sur le plan sociétal, et durant laquelle les anti-mariage homo sont montés au créneau, d'autres chantiers épineux pourraient raviver les tensions. Si la loi famille, attendue en mars, écartera la question de la procréation médicalement assistée (PMA) aux couples de femmes, François Hollande s'était engagé au printemps à suivre l'avis du Comité consultatif national d'éthique (CCNE). Il devrait se prononcer en mars.

Le Parlement devrait par ailleurs être saisi avant la fin de l'année d'un texte de loi sur la fin de vie. Sur ce point, l'avis définitif du CCNE est attendu en février. Un panel de citoyens réuni par le Comité s'est de son côté prononcé en faveur d'une "légalisation du suicide médicalement assisté" mais contre une inscription de l'euthanasie dans la loi.

Le printemps sera aussi marqué par le débat autour de la réforme pénale. Le projet de loi, qui vise à lutter contre la récidive, va créer une nouvelle peine hors de prison : la contrainte pénale. Repoussés après les municipales, les travaux du Parlement débiteront le 8 avril. Les débats s'annoncent houleux, tant la droite est vent debout contre le projet.

III) Tendances 2014 : vivre longtemps... mais en bonne santé



Silver économie : les produits et services pour seniors se multiplient. / Reuters

La Tribune vous propose sa sélection des 14 tendances destinées à nous aider à innover encore plus en 2014. Aujourd'hui, entre vieillissement et défi alimentaire mondial, comment adapter nos modes de vie ? Va-t-on finir par vaincre la mort ?

En 2050, la population mondiale passera la barre des 9,7 milliards d'individus, contre 7,1 milliards actuellement, selon une récente étude de l'Institut français d'études démographiques (Ined). En clair, il faut donc produire davantage de nourriture tout en préservant l'environnement. Un vrai défi qui, petit à petit, bouscule notre manière de vivre. Manger équitable ou bio n'est plus la chasse gardée des militants. Les deux tendances continuent de progresser.

En France, le bio va afficher une croissance de 6 à 7 % en 2013, à 4,5 milliards d'euros selon l'Agence bio. Le secteur bénéficie d'un fort soutien de l'État : dans son plan Ambition bio 2017, le ministère de l'Agriculture s'est fixé pour objectif de doubler les surfaces cultivées dans l'Hexagone. Lesquelles avoisinaient le million d'hectares en 2012.

La vague du « bien-être »

En outre, ce souci de manger mieux s'explique par des raisons de santé. En France, 15% Français étaient touchés par l'obésité en 2012, contre 6 % au début des années 1980. Conséquence : le marché de la minceur poursuit son essor. Mais les compléments alimentaires minceur, les crèmes amincissantes et la diététique n'ont plus autant la cote qu'avant. Ils se font damer le pion par les méthodes de coaching et la nouvelle vague du «

« bien-être ».

D'après un sondage Ipsos paru l'an dernier, près d'un tiers des Français affirment pratiquer la musculation, la gymnastique d'entretien ou le fitness. Cette dernière pratique a déjà séduit plus de 4 millions d'abonnés en France. Un business juteux, puisque, selon le dernier rapport de l'IHRSA (International Health, Racquet and Sportsclub Association), l'industrie de la remise en forme générerait 2,3 milliards d'euros annuels en France.

La "Silver économie" en pleine expansion

Les produits et services pour seniors se multiplient. Il faut dire que cette population devrait augmenter de 80 % entre 2005 et 2035, selon un rapport réalisé au début du mois par le Commissariat général à la stratégie et à la prospective (CGSP).

Selon Xerfi, le marché de la maison intelligente (avec une centralisation des systèmes comme l'éclairage, le chauffage...) va progresser de 35 % par an pour atteindre 1 milliard d'euros en 2015.

Côté médecine, la recherche n'est pas en reste. En témoignent les nombreux projets visant à séquencer le génome humain d'une population pour identifier des maladies spécifiques. Mais il y a mieux : à la mi-septembre, Google a annoncé le lancement de Calico, une entreprise qui s'attaque au défi de l'âge et des maladies associées.

Si le géant américain n'a rien d'un labo ou d'un institut de recherche, il mise sur son savoir-faire pour analyser les données dans le secteur de la médecine pour tirer son épingle du jeu. Son défi, augmenter de vingt ans l'espérance de vie d'ici à 2035... En attendant de vaincre la mort, vieux rêve transhumaniste ?

latribune.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Mandela, mariage gay et « Bonnets rouges », événements les plus marquants en 2013

Selon un sondage de l'institut CSA pour BFMTV, 60 % des moins de 35 ans ont désigné la loi sur le mariage comme événement le plus marquant devant la mort de Nelson Mandela (57 %).



Le mouvement des « Bonnets rouges » et la réforme des retraites sont désignés 3e et 4e événements les plus marquants de 2013 - AFP

Quels sont les événements ayant le plus marqué les Français cette année ? Invité à choisir parmi 17 événements, avec trois réponses possibles, un panel de Français a répondu à 57 % par la mort de Nelson Mandela le 5 décembre dernier. Selon le sondage de l'institut CSA pour BFMTV, le mariage pour tous arrive en deuxième position (46 %). Viennent ensuite le mouvement des « Bonnets rouges » (26%), la réforme des retraites (25%), la guerre civile en Syrie (22%), la réforme des rythmes scolaires en France (21%), la libération des otages français au Niger (20%) et l'intervention militaire de la France au Mali (19%). La démission de Jérôme Cahuzac, qui a quitté le gouvernement après avoir nié pendant plusieurs mois l'existence d'un compte à l'étranger, est à égalité (à 18%) avec le renoncement de Benoît XVI et l'élection du pape François.

Parmi les moins de 35 ans, la loi sur le mariage pour tous est l'événement le plus cité (60%) devant le décès de Mandela (57%).

Les attaques racistes contre Christiane Taubira ne sont pas citées dans les dix premiers événements par l'ensemble des sondés, mais elles sont placées en troisième position (33%) par les sympathisants de gauche. Les sympathisants de droite citent

pour leur part en troisième position (28%) l'élection du pape François.

Les personnes interrogées, de gauche et de droite, ne mettent pas dans le Top 10 l'accord sur le nucléaire iranien, la Palme d'or à « La Vie d'Adèle », la naissance du prince George, la qualification de la France au Mondial de foot, le titre européen pour la France en basket et les aveux de Lance Armstrong, événements qui leur étaient aussi proposés.

Le sondage a été réalisé par Internet du 10 au 12 décembre auprès d'un échantillon national représentatif de 980 personnes résidant en France âgées de 18 ans et plus (méthode des quotas).

lesechos.fr

Source AFP

V) La Bourse de Paris a flambé en 2013, un paradoxe?

L'Expansion.com avec AFP

La Bourse de Paris a enregistré une année 2013 particulièrement florissante, avec une progression de 18% du Cac 40. Mais cette performance peut être relativisée au niveau mondial. D'autant qu'elle cache aussi des perdants...

En savoir plus sur <http://lexpansion.lexpress.fr/economie/la-bourse-de-paris-a-flambe-en-2013->



afp.com/Miguel Medina

2013 restera comme un très bon millésime pour la Bourse de Paris, qui vient de clore sa dernière séance avec une hausse de 0,47%. L'indice CAC 40 qui regroupe les plus fortes valeurs de la place parisienne, termine au bord des 4.300 points, à 4.295,95 points, après un bond de 18% sur douze mois. Et ce après avoir déjà augmenté de 15% en 2012. Une performance étonnante alors que la croissance française terminera encore une fois très

proche du zéro. Mais ce paradoxe apparent peut être facilement relativisé et expliqué.

Paris n'est pas championne du monde

Il est simplement la preuve que la Bourse de Paris n'est pas forcément un indicateur de la bonne santé économique de la France. Les entreprises phares du Cac réalisent en effet souvent la majeure part de leur activité hors de l'hexagone et sont donc davantage portées par la conjoncture mondiale.

De plus, comme les autres places financières de la planète, le Cac 40 a été boosté par les politiques monétaires très favorables des banques centrales, la BCE, en Europe, et surtout la Fed, aux Etats-Unis, qui a injecté quelque 85 milliards de dollars par mois dans l'économie américaine. De l'argent à bon marché qui a souvent été utilisé sur les marchés d'actions.

Dans ce contexte favorable, la performance de Paris n'a donc rien d'exceptionnel. "Le CAC 40 reste toujours proche de ses plus hauts annuels mais est très loin de ses records historiques, contrairement aux indices américains", rappelle ainsi Alexandre Baradez, analyste chez IG France.

De fait, le Dow Jones et l'indice élargi S&P500 ont établi de nouveaux records après des bonds respectifs de 26% et de 29%, tandis que le Nasdaq, à dominante technologique, est revenu au plus haut depuis 2000 après une flambée à plus de 37%!

La Bourse de Tokyo a pourtant fait mieux avec une hausse exceptionnelle de 57%, signant sa meilleure année depuis 40 ans, dopée par l'enthousiasme autour des mesures de relance dénommées "Abenomics" et la chute du yen.

Paris fait également moins bien que le Dax de Francfort, en hausse de 25,5% sur l'année, et qui a, lui aussi, atteint un plus haut historique en 2013.

La Bourse parisienne se place toutefois très honorablement dans un wagon de places européennes, juste après Madrid (+21,4%) mais devant Milan (16,56%) et même Londres, dont le FTSE n'a gagné que 14,43%.

Au final, les perdants de cette année boursière sont à rechercher, une fois n'est pas coutume, en Chine. La Bourse de Shanghai, par exemple, a perdu 6,75% plombée par des crises de liquidité

dans le système bancaire et le ralentissement de l'économie chinoise.

Qui sont les gagnants de la place de Paris

Si la hausse moyenne du Cac 40 est de 18%, un quart des valeurs de l'indice vedette parisien enregistre des bonds de plus de 40%.

Au petit jeu des plus fortes progressions annuelles, l'équipementier télécom Alcatel-Lucent fait clairement office de champion. Si la situation de l'entreprise se veut bien plus délicate d'un point de vue social, le titre a lui explosé en 2013 de plus de 230%, au point de réintégrer le CAC 40 le 23 décembre dernier. L'annonce du plan de restructuration Shift, qui se traduit par la suppression de 10 000 postes dans le monde, y est sans doute pour beaucoup.

L'aéronautique n'est pas en reste, puisque les groupes EADS et Safran récoltent respectivement des hausses de 90% et 55%. EDF vient s'intercaler entre les deux, avec une prise de valeur de son titre de 82% sur l'année, bien aidé de son côté par la hausse des tarifs de l'électricité et l'annonce de résultats plus que satisfaisants.

Bon point ensuite pour les établissements bancaires, avec des hausses à deux chiffres pour la BNP Paribas (environ 30%), le Crédit Agricole et la Société Générale (environ 50%), contre plus de 70% pour Natixis.

Dans le match des valeurs automobiles, Peugeot (+72%) bat Renault (+44%) grâce à une fin d'année canon qui ne fait tout même pas oublier que la valeur ne fait plus partie du Cac 40 depuis 2012.

En élargissant le spectre au SBF 120, les équipementiers automobiles que sont Plastic Omnium (+167%), Faurecia (+136%) ou encore Valeo (+113%), trident les premières places en termes de progression.

Et les perdants?

Pour le seul CAC 40, peu de titres accusent une tendance annuelle baissière. À noter toutefois le fort déclin de Technip, une première depuis quatre ans, avec un recul de 20% en 2013. Alstom (-12,15%), le n°1 mondial du luxe LVMH (-4,45%) et Pernod Ricard (-5,30%) complète la liste des mauvais élèves de l'année.

Hors Cac 40, il faut se tourner vers le spécialiste des semi-conducteurs Soitec, qui affiche un déclin de la valeur de son titre de plus de 45%, à 1,42 euro. Suivent Solocal Group, spécialiste de la géolocalisation (-41%), CGG, dont l'activité se base sur l'ingénierie sismique (-40%) et le groupe minier Eramet, dont le cours de l'action affiche une baisse de près de 37% sur l'année.

VI) Voeux de François Hollande : les réactions politiques

Marine Le Pen, Jean-Louis Borloo... Retrouvez ici les principales réactions politiques aux voeux du chef de l'Etat.



Le vice-président du Front national Florian Philippot © Emile Pol / Sipa

SOURCE AFP

Voici les réactions politiques aux voeux du Président de la République ce mardi soir.

Marine Le Pen :

"Il y a quelque chose de pathétique à voir chaque année le président de la République s'adonner au rituel des voeux aux Français alors qu'il n'a rien à leur dire", a-t-elle écrit dans un communiqué, en estimant que "s'il n'avait rien à leur dire, c'est qu'il ne vivait plus dans le même monde qu'eux". "Le président se complaît dans les débats secondaires que le gouvernement lance pour faire diversion, ignorant les principales préoccupations des Français. Le président ne mesure rien de la colère et des attentes des Français", a-t-elle poursuivi. "Le président, a-t-elle ajouté, feint d'ignorer les problèmes essentiels que pose notre asservissement à l'union européenne et à l'Allemagne".

Florian Philippot,

vice-président du FN: "Cela ressemble beaucoup à du Chirac ou du Sarkozy, on retrouve les mêmes phrases, les mêmes rengaines, la même inconsistance surtout (...) Il aurait du parler des vrais défis qui arrivent, là tout de suite concrets : l'augmentation de la TVA (...) l'ouverture totale des frontières avec la Roumanie et à la Bulgarie donc aux Roms, ça aussi c'est demain et puis les négociations en cours c'est à dire les contrats d'austérité avec l'Allemagne, l'accord de libre échange avec les Etats-Unis (...) Cela pose les vraies questions : notre souveraineté, notre rapport à l'Union européenne, à nos frontières économiques, financières et migratoires" (BFMTV).

Jean-Louis Borloo,

présidente de l'UDI : "Malheureusement, le président de la République a tenu les mêmes propos que le 31 décembre 2012, pourtant le chômage est cette année à un niveau historique, la crise du logement et du bâtiment ont atteint un niveau inégalé depuis 30 ans, la transition énergétique et notamment les travaux d'efficacité énergétique se sont effondrés depuis 18 mois et le pouvoir d'achat des Français est le plus bas que notre pays ait connu depuis 20 ans", écrit Jean-Louis Borloo dans un communiqué. "Même si le président de la République semble enfin avoir pris conscience de la crise de 2008 qu'il avait niée jusqu'à présent, c'est bien aujourd'hui le cap économique et social français qui est responsable de la situation actuelle de notre pays", ajoute-t-il, estimant que "son nouveau pacte de responsabilité n'est qu'une formule dont il a le secret". "Celle-ci subira sans nul doute le même sort que la formule du choc de simplification", dit le député du Nord.

Geoffroy Didier,

secrétaire général adjoint de l'UMP: "Par respect pour la fonction présidentielle, les voeux de François Hollande doivent avant tout être perçus comme un message traditionnel et institutionnel, et il ne s'agit pas de douter de la volonté du président de faire baisser le chômage et d'améliorer le sort de nos concitoyens. Mais si ces voeux étaient sincères, ils étaient surtout stériles. (...) François Hollande s'est ainsi affiché ce soir comme un récidiviste de l'inertie, prouvant une nouvelle fois qu'il préfère les pansements aux réformes et l'immobilisme au courage" (communiqué)

François Delapierre,

secrétaire national du Parti de gauche : "La devise de l'année 2013 pourrait être +champagne pour le CAC 40, gueule de bois pour les Français+. Pour 2014, les intentions exprimées par François Hollande lors de ses vœux sont claires : continuer d'arroser les puissants et de maltraiter le peuple. Le président nous a resservi un pot-pourri des poncifs néolibéraux qu'il a appliqués cette année (...) L'échec de cette politique éclate pourtant avec le niveau record du chômage. Mais ce président éternellement satisfait l'est surtout de lui-même. Nous voilà prévenus, les partisans de l'austérité nous annoncent une année de combat contre le peuple et contre l'environnement" (communiqué)

Bertrand Delanoë,

maire PS de Paris: "A l'occasion de ses vœux télévisés, François Hollande a montré qu'il n'ignorait ni les difficultés rencontrées par les Français, ni les atouts dont ils disposent pour dépasser la crise. Il a notamment parlé avec gravité et ambition du rôle de la France sur la scène internationale. Par ailleurs, en faisant de la cohésion et de la confiance les conditions essentielles du redressement dans la justice de notre société, il a tracé un cap que chacun peut suivre, au-delà des clivages et des

Bruno Le Roux,

président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale: "C'est un message de confiance et d'ardeur qu'a délivré ce soir le président de la République. La politique de redressement engagée depuis dix-huit mois a remis la France sur les rails. La récession est derrière nous, la courbe du chômage s'améliore, les réformes structurelles sont engagées et commencent à produire leurs résultats. Toute l'action du président est d'accélérer cette amélioration, de la rendre tangible dans la vie des Français. C'est le sens des engagements qu'il a pris (...) Mais c'est aussi sa volonté sans faille de défendre les valeurs

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) L'opposition fustige les vœux «pathétiques» et «stériles» d'Hollande

Message d'espoir pour les uns, «vœux pour rien» pour les autres : sans surprise, l'intervention du président de la République, mardi soir, a suscité des réactions tranchées.

A peine achevés, les vœux du président de la République aux Français ont provoqué les critiques acerbes de l'opposition, contrebalancées par le soutien des socialistes. Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole du gouvernement, a ainsi salué le message d'espoir délivré par François Hollande:



Najat Belkacem ✓ @najatvb

*L'emploi lère priorité, compétitivité conciliable avec solidarité, valeurs assumées... Les #VoeuxPR donnent envie de se projeter dans 2014.
8:56 PM - 31 Déc 2013*

«A l'occasion de ses vœux télévisés, François Hollande a montré qu'il n'ignorait ni les difficultés rencontrées par les Français, ni les atouts dont ils disposent pour dépasser la crise, a pour sa part réagi Bertrand Delanoë, maire PS de Paris. Il a notamment parlé avec gravité et ambition du rôle de la France sur la scène internationale.» Bruno Le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale a évoqué «un message de confiance et d'ardeur», tandis que Sandrine Mazetier, secrétaire nationale du PS à l'immigration a mis en avant des vœux «toniques»:



Sandrine Mazetier @S_Mazetier

*vœux toniques, engagés, déterminés pour rassembler et emmener le pays tout entier, sans laisser personne au bord du chemin. #VoeuxPR
8:13 PM - 31 Déc 2013*

«A l'occasion des vœux pour la nouvelle année, les Français ont vu ce soir un président de la République mobilisé et courageux, entièrement déterminé sur son objectif prioritaire, l'emploi,

pugnace et intransigeant sur la défense des valeurs de la République», a écrit Harlem Désir, premier secrétaire du Parti socialiste, dans un communiqué.

«Dans ses vœux, François Hollande n'a témoigné aucune sensibilité réelle aux difficultés des Français», a estimé Pierre Laurent, secrétaire national du PCF. «La devise de l'année 2013 pourrait être 'champagne pour le CAC 40, gueule de bois pour les Français'», a pour sa part réagi François Delapierre, secrétaire national du Parti de gauche. Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche, n'a pour sa part même pas daigné commenter le fond du discours du président:



Jean-Luc Mélenchon !
@JLMelenchon



#Hollande a parlé. Les huîtres baillent ! Passons aux choses sérieuses : à taaable !
8:22 PM - 31 Déc 2013

«Comme tous les exercices convenus, ce n'est pas très convaincant», a déclaré Marielle de Sarnez, vice-présidente du Modem, sur BFMTV: «ce qu'il a dit sur l'Europe c'est un peu politicien, la question européenne ne doit pas être une question de parti», a-t-elle ajouté. «Malheureusement, le Président de la République a tenu les mêmes propos que le 31 décembre 2012», estime pour sa part Jean-Louis Borloo, président de l'UDI, poursuivant: «Son nouveau «pacte de responsabilité» n'est qu'une formule dont il a le secret. Celle-ci subira sans nul doute le même sort que la formule du «choc de simplification».

«Cela ressemble beaucoup à du Chirac ou du Sarkozy»

Même critique du côté du président de l'UMP, Jean-François Copé: «François Hollande a repris les mêmes engagements non tenus, qu'il avait formulés quasiment dans les mêmes termes, il y a un an, le 31 décembre 2012: inversion de la courbe du chômage, retour de la croissance, stabilité fiscale...». «Malheureusement, la réitération pour 2014 des promesses déçues en 2013 condamne notre pays aux mêmes déconvenues», prévient-il.

«Si ces vœux étaient sincères, ils étaient surtout stériles. (...) François Hollande s'est ainsi affiché

ce soir comme un récidiviste de l'inertie, prouvant une nouvelle fois qu'il préfère les pansements aux réformes et l'immobilisme au courage», a affirmé Geoffroy Didier, secrétaire général adjoint de l'UMP. Nadine Morano, l'ex-ministre UMP, a dénoncé «des vœux en forme d'aveux» sur Twitter:



Nadine Morano
@nadine__morano



#hollande : des vœux en forme d'aveux ! "La crise est violente, les impôts sont devenus lourds trop lourds"...
8:25 PM - 31 Déc 2013

Pour Nathalie Kosciusko-Morizet, candidate UMP à la mairie de Paris, les vœux étaient «pathétiques sur la forme». «Des vœux pour rien, c'est un président baratin», a-t-elle ajouté sur BFMTV.

<http://bcove.me/fuoawizb>

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout La République, a fustigé «l'écart entre les paroles et les actes»:



Dupont-Aignan @dupontaignan

Le grand écart entre les paroles et les actes ne pourra pas durer !! #hollande
8:23 PM - 31 Déc 2013

«Le président se satisfait d'une courbe du chômage à la hausse, étant le seul à voir une amélioration», a relevé la présidente du FN, Marine Le Pen, sur son site internet, ajoutant: «Le président ne mesure rien de la colère et des attentes des Français». «Cela ressemble beaucoup à du Chirac ou du Sarkozy, on retrouve les mêmes phrases, les mêmes rengaines, la même inconsistance surtout (...) Il aurait du parler des vrais défis qui arrivent, là tout de suite concrets», a estimé sur BMTV Florian Philippot, vice-président du Front national, citant notamment «l'augmentation de la TVA» et «l'ouverture totale des frontières avec la Roumanie et à la Bulgarie

A suivre...
La Presse en
Revue

BONNE ANNEE 2014